

DEFENSE NATIONALE

Le 2/6/70, le député Couteau interpelle sur la constitution d'une commission pour la création d'une "Division spéciale anti-subversive", qu'il qualifie d'instrument dangereux contre les courants progressistes.

Le 10/3/70 au Sénat, lors de la discussion du budget, A.Mathieu intervient :

- 1) sur les logements inoccupés construits pour le Shape
- 2) pour connaître les compensations prévues aux achats de chars Léopard.

INTERIEUR

La répression

Le Groupe parlementaire Communiste intervient pour protester contre l'intervention de la police et des forces de répression contre des travailleurs en grève.

- le 2/12/69 : après l'intervention contre les travailleurs en grève de chez Citroën;
Un ordre du jour de protestation du groupe PC est contre-signé par V.Larock et De Serano.
- Le 7/1/70 : à propos de la grève à Michelin (Leeuw St Pierre)
A une question posée par le député communiste sur le rôle de la gendarmerie, le Ministre Harmegnies blanchit "l'autorité", qui selon lui s'est comportée sans qu'il puisse lui faire le moindre reproche.
- Le 9/1/70 par le député Levaux, à la suite de l'intervention à l'entreprise Texter.

ENSEIGNEMENT ET EDUCATION NATIONALE

L'annonce d'une interpellation par le député Drumaux pour que le Centre universitaire de Mons obtienne le statut d'Université d'Etat, a fait accélérer l'examen du problème et la décision du Gouvernement.

A la séance de la Chambre du 5/5/70, le Ministre a annoncé la décision favorable.

DISCUSSION DU BUDGET AGRICULTURE

Le 19/3/70, le député communiste constate l'échec de la politique agricole du Marché Commun. Il propose pour l'immédiat, de régionaliser la politique agricole. Avec des parlementaires de toutes les autres fractions politiques, il demande au Ministre de l'Agriculture de ne faire, au cours des négociations, aucune concession de nature à réduire les revenus professionnels des agriculteurs.

PARLEMENT 1970-71

=====

L'année sera marquée par l'entrée en application de la T.V.A. et par des luttes des travailleurs indépendants et paysans pour la défense du pouvoir d'achat.

La perspective d'éventuelles élections anticipées pèse sur le gouvernement.

Les élections communales du 11.10.70 démontrent particulièrement à Bruxelles que l'électorat rejette la conception gouvernementale en matière communautaire. Le gouvernement pour tâcher d'en sortir de ses difficultés "globalise" les problèmes. En juillet, il obtient le vote d'une série de lois et en septembre, pour éviter d'aborder de nouvelles difficultés, fait prononcer la dissolution des Chambres.

REVISION CONSTITUTIONNELLE (les partis de la majorité plus V.U. et P.V.V.)

BRUXELLES

- Après que les partis de la majorité soutenues par la V.U. et par le P.V.V. aient fait passer au Sénat le vote de l'art.(3 ter) en juin 1970 concernant le statut de Bruxelles, votes qui ont provoqué la constitution par le F.D.F. et le P.L.P. du Comité de Salut public, le député communiste tient une conférence de presse. Il alerte l'opinion publique sur le fait que ce vote peut créer les conditions d'ouverture vers un gouvernement tripartite ou un pouvoir fort (V.D.B. et Van Audenhove).
Il souligne qu'il n'y a pas de solution valable en dehors d'une négociation réelle entre les 2 communautés. La véritable défense de Bruxelles doit éviter de pousser à l'affrontement entre les 2 communautés. Il souhaite que le mouvement ouvrier, aux prises à ce moment avec de nombreux conflits sociaux, puisse contribuer à barrer la route aux aventuriers et à l'établissement d'un statut réellement démocratique de Bruxelles.
 - Au lendemain des élections communales du 11 octobre 1970, qui, à Bruxelles, ont exprimé l'opposition du corps électoral au compromis gouvernemental et la volonté de la reconnaissance d'une région bruxelloise bilingue, le groupe parlementaire communiste provoque un débat parlementaire sur les leçons que le gouvernement doit tirer du scrutin et sur les responsabilités qui pèsent tout particulièrement sur les ministres socialistes qui ne prennent pas les mesures nécessaires pour procéder à une véritable décentralisation avec des pouvoirs réels aux régions.
 - Le 10.11.70 : une délégation du groupe parlementaire communiste se rend chez Eyskens pour préciser les conditions minimales requises pour que les communistes demeurent en séance lors du débat sur la révision constitutionnelle (son but c'est d'enrayer une escalade linguistique qui pourrait ouvrir la voie à un "pouvoir fort").
- Conditions :
- abandon du projet "d'institutionnaliser" le carcan autour des 19 communes de Bruxelles.

- ne pas bloquer la possibilité de consulter les populations sur la fixation des limites de l'agglomération bruxelloise;
- instauration de la liberté du père de famille pour le 1.9.71.
- vote préalable du 107 quater sur l'organisation des régions politico-économique.

A l'issue de cette démarche, ils précisent qu'ils réservent leur position et prendront les décisions qui s'imposent en fonction des propositions que fera le gouvernement.

- Lorsqu'après d'interminables marchandages entre le gouvernement et le P.L.P., le gouvernement parvient à présenter au vote de la Chambre les articles de revision de la Constitution, le groupe parlementaire communiste vote contre : les nouvelles dispositions prévues par le gouvernement, loin d'éliminer les obstacles au fédéralisme et même au régionalisme, tendent au contraire à les enforcer.

INSTITUTIONS

- Devant le risque grandissant de voir le gouvernement et les partis traditionnels ne pas respecter l'engagement pris d'instaurer le 1er septembre 1971, le libre choix effectif de la langue dans l'agglomération bruxelloise, l'ensemble du groupe parlementaire communiste dépose le 23.6.71 un projet de loi visant à assurer aux habitants de l'agglomération le droit et les moyens de faire instruire leurs enfants dans la langue de leur choix dès le 1er septembre 1971.
- Projet de loi de constitution de groupes linguistiques dans les deux Chambres.
Le Sénat adopte le projet par 123 voix pour et 8 abstentions (FDF-RW).
Le P.C. vote pour - également à la Chambre.

- Création des Conseils culturels : (projet n° 400)

Le gouvernement finit par trouver une majorité (avec l'appui du PLP) pour voter le projet, mais le groupe communiste vote contre - son amendement tendant à rétablir le parallélisme entre l'autonomie culturelle et l'octroi de pouvoirs aux régions ayant été rejeté.

(Le vote de l'article 107 quater (réforme des régions) est reporté).

AFFAIRES ECONOMIQUES

=====

EMPLOI et EXPANSION ECONOMIQUE

- Absorption des Ateliers Pégard (à Andenne) par la firme américaine Kearnay-Tricker.

Le député Levaux interpelle le Ministre Leburton (16.6.70) sur la décision d'accorder à la nouvelle firme une aide de l'Etat d'un montant de 250 millions échelonnée sur 5 ans, alors que précédemment le gouvernement avait supprimé l'aide accordée à Pégard. Il demande au Ministre pourquoi il n'a pas soutenu Pégard en transformant les créances des organismes publics en parts bénéficiaires. Il veut également savoir si le Ministre soutiendra la délégation syndicale dans ses efforts pour le maintien de l'emploi et quelles mesures de contrôle il a envisagées.

Le ministre élude les problèmes mais prétend que Pégard était incapable de se restructurer. Il promet toutefois de consulter les travailleurs avant la conclusion d'accords définitifs.

- Décision de fermeture de Fabelta - Alost (400 travailleurs)

Le 16.6.70 : le député communiste demande une intervention urgente du gouvernement pour faire respecter les accords de 1969 prévoyant le maintien de l'entreprise au moins encore pendant 3 ans pour assurer sa reconversion.

En cas de carence de l'entreprise, il demande au gouvernement de prendre lui-même les mesures qui garantiraient le maintien de l'emploi.

- Menaces de fermeture de charbonnages - Petit Frey et Aiseau Préales à Farciennes.

Interpellation des Ministres des Affaires Economiques et de l'Economie régionale par G. Glineur le 20.10.70.

Il dénonce les duperies du Ministre qui d'une part confirme par lettre de septembre 1970 que ces puits ne seront pas fermés mais d'autre part ne fait rien pour s'opposer à des mesures arbitraires prises par le Ministre de l'Emploi qui tendent à réduire la main d'oeuvre et à justifier ainsi la fermeture de ces charbonnages sous prétexte de pénurie de main d'oeuvre.

Le député demande que le ministre tienne compte des revendications syndicales en faisant respecter des engagements antérieurs selon lesquels des reconversions doivent précéder les fermetures. Il s'oppose à toute fermeture dans le cadre du programme 71- 75 et propose de réexaminer les problèmes en 1976-77 lorsque les couches seront épuisées.

- Décision du Directoir Charbonnier de procéder de 1971 à 1973 à 9 nouvelles fermetures de puits dont 8 situés en Wallonie.

Interpellation par G. Glineur le 2.12.70.

Il rappelle au ministre les revendications du dernier congrès de la Centrale des Mineurs FGTB qui s'opposent à de nouvelles fermetures. Il souligne qu'en l'absence d'un plan gouvernemental de reconversion des régions touchées, la décision du Directoire est en contravention avec les accords de Zwartberg (assurer le reclassement avant toute fermeture).

Il demande : - des mesures gouvernementales pour assurer la réadaptation et la requalification dans d'autres secteurs économiques;
- pendant au moins 4 ans, maintien du salaire obtenu dans la mine;
- pension après 25 ans de mine et 30 ans pour les ouvriers de surface;
- convention d'une Conférence nationale traitant de tous les aspects de la situation charbonnière.

Leburton répond que les principes seront respectés alors qu'il sait très bien que des mineurs licenciés précédemment sont encore toujours en chômage.

- Discussion de la loi sur l'Expansion économique : Sénat (14.12.70)

A. Mathieu montre que ce sont surtout les grandes sociétés industrielles qui seront les bénéficiaires des avantages consentis aux investisseurs et de surcroît elles ne devront fournir aucune contre-partie. Il souligne en outre que telle qu'elle est conçue, la loi est un instrument supplémentaire au service de l'unitarisme et donc en contradiction avec l'aspiration des organisations syndicales et fédéralisantes à une véritable décentralisation économique.

- Grève à la Vieille Montagne à Balen Wezel :

Interpellation par le député L. Van Geyt le 10.2.71.

DEFENSE DE L'EMPLOI DANS LES REGIONS DE CHARLEROI ET DE LIEGE

Interpellations de Cools, devenu Ministre des Affaires Economiques, par Glineur et Levaux les 3 et 10 mars 1971.

Elles portent sur :

- la diminution du volume global de l'emploi dans les divers sièges des ACEC-Westinghouse malgré les engagements pris par la direction de l'entreprise;
- le développement du chômage à la FN-Herstal;
- sur le chantage qu'exercent les patrons d'Abex pour maintenir des subsides de l'Etat;
- sur des aides accordées à Cockerill, sans contrôle.

Les députés communistes demandent la suppression des subsides de l'Etat lorsqu'elles ne servent pas à maintenir le niveau de l'emploi et que leur utilisation n'est pas soumise au contrôle ouvrier dans l'entreprise.

Ils demandent à connaître le montant des subsides accordés à ces diverses entreprises et pour Abex ils proposent la mise sous séquestre.

Cools rejette ces revendications : il ne veut pas de rupture unilatérale de contrats qui pourrait, selon lui, conduire à des licenciements. Il refuse de communiquer le montant des aides octroyées. Ce n'est pas dans les usages, prétend-il.

- Projet de loi sur le Contrôle des Prix.

Interpellation de Cools par Levaux (27.4.71)

pour montrer qu'il est possible d'appliquer dès maintenant, sans attendre le vote de sa loi, des mesures qui enrayeraient efficacement la hausse du coût de la vie :

- indexer les barèmes fiscaux
- abaisser certains taux abusifs de la T.V.A.

Mais Cools répond que s'il s'agit de valoriser le pouvoir d'achat du consommateur il faut aussi assurer une capacité concurrentielle à l'industrie.

- En Commission des Affaires Economiques de la Chambre (11.5.71), Drumaux dépose une série d'amendements tendant à établir le contrôle sur tous les prix et spécialement ceux de monopole (pétrole - gaz - électricité - services publics);

- à mettre les dossiers de demandes de hausse de prix à la disposition des parlementaires et à subordonner ces demandes à l'avis motivée du Conseil d'entreprise;

- à prévoir dans la loi l'organisation de l'enregistrement comptable dans un délai de 6 mois.

Tous ces amendements ont été rejetés.

Le projet est voté à la Chambre le 3.6.71 et au Sénat le 16.7.71.

Les communistes votent pour.

Mathieu au Sénat justifie le vote d'un projet qui a été vidé d'une bonne partie de sa substance mais dont les principes sont justes et doivent obtenir des mesures réelles d'exécution.

- Projet de loi sur les pratiques du commerce.

Au Sénat (en juin 71), A Mathieu plaide en faveur de l'interdiction pure et simple du système de ventes à primes destiné seulement à appâter le consommateur déjà leurré par la publicité.

Il souligne la nécessité d'un contrôle au départ, chez le producteur, pour vérifier si les prix sont ou non surfaits.

- Grève des ACEC de Herstal et de "The National".

Interpellation Levaux 18.5.71 à Cools et Major. Il demande au Ministre des Affaires Economiques d'user de l'autorité que lui confèrent les subsides importants accordés à l'entreprise par l'Etat, pour imposer à Westinghouse le respect de ses engagements en matière d'emploi. Il reproche l'absence de contrôle sur l'usage des subsides publics. Quant au "National", il propose au gouvernement de mettre l'entreprise sous séquestre.

Le Ministre Major répond qu'il ne peut développer l'expansion économique en dictant aux patrons ce qu'ils doivent faire. Sa position de "neutralité" l'amène à soutenir les patrons dans leur offensive contre les syndicats.

- Menaces de fermeture des Fonderies Samson

Alors que se déroule la bataille des travailleurs pour assurer l'emploi dans l'entreprise et pour redresser la situation économique désastreuse de la région Seilles-Andenne

A. Mathieu (Sénat) interpelle les Ministres des Affaires Economiques et de l'Economie régionale.

Il fait de sérieuses réserves au sujet de la promesse de recasement faite par les ministres alors qu'ils savent qu'il n'existe aucune nouvelle entreprise dans la région et que celle-ci se trouve particulièrement à la traîne quant au redressement économique. Les lois d'expansion économique ne s'y sont guère fait sentir.

Les ministres ont différé leur réponse.

- Menace de fermeture des Cristalleries du Val St-Lambert.

Pour répondre aux vœux des travailleurs qui préconisent une solution publique avec contrôle des travailleurs et des syndicats pour le choix de la solution, les communistes proposent au Ministre :

- transformation de l'entreprise en Régie ou en entreprise mixte avec de larges pouvoirs de gestion au profit des pouvoirs publics.

Le Gouvernement reprendra ultérieurement le contrôle de l'entreprise par le biais de la S.N.I., mais elle maintiendra la présence des Banques en remplaçant les représentants de la Société générale par ceux de la Kredietbank.

- La bataille pour l'emploi aux ACEC-Westinghouse

se poursuit au Parlement (le 22.6.71). Les revendications du Front Commun syndical des ACEC font l'objet d'interpellations simultanées des députés Glinne (PSB) - Calefice (PSC) et Drumaux et Van Geyt (P.C.B.). Il s'agit d'obtenir des garanties immédiates nouvelles pour que le volume d'emplois ^{actuel} soit stabilisé dans les 4 sièges et que la vente de la câblerie de Charleroi à CEAT reprenne les garanties dues aux travailleurs.

Le député Drumaux insiste auprès du gouvernement pour qu'il donne une suite urgente à la demande du Front commun syndical d'organiser, sous son égide, une rencontre au sommet syndicats - patrons - gouvernement pour amener les patrons à prendre des engagements fermes au lieu de s'en tenir à des déclarations d'intention.

Il faut aussi que le gouvernement précise son attitude quant à la généralisation des accords des ACEC-Charleroi à l'ensemble des sièges.

Le Ministre déclare avoir ignoré la vente de la câblerie jusqu'au jour où la décision avait été prise et bien qu'il considère insuffisantes les garanties actuelles, il ne se considère pas armé légalement pour intervenir.

Pour lui, le moyen d'agir c'est la négociation tandis que le député Drumaux lui reproche de ne pas se battre pour créer des majorités qui lui permettraient de faire voter une législation protégeant l'intérêt public.

Le député L. Van Geyt de son côté souligne l'importance des problèmes discutés pour l'ensemble des sièges des ACEC.

Lorsque s'est tenue la réunion au sommet le 7.7.71 (en présence des Ministres Cools - Anseele et Delmotte), Cools a refusé de discuter du problème du contrôle ouvrier uniquement pour le cas concret des ACEC.

En ce qui concerne les garanties d'emploi, il a estimé que les engagements avaient été respectés et confirmés par l'intention de Westinghouse de réinvestir en Belgique une partie du produit de la vente de la câblerie - il a reconnu cependant que son plaidoyer n'avait pas complètement convaincu les syndicalistes.

LES PRIX

- Le 19.2.71 : Interpellation par L. Van Geyt

pour un droit d'investigation plus sérieux au profit de la "Commission de régulation des prix" et pour une nouvelle enquête sur les budgets ménagers comme le réclame les organisations syndicales.

Il demande au Ministre de refuser de souscrire à des contrats programme du type électro-ménager ou boulangerie.

Pour le Ministre, le souci dominant c'est "d'étaler" les augmentations des prix.

Interpellation de Drumaux sur l'ensemble de la

- POLITIQUE DES PRIX (29.6.71)

Il attaque le Ministre en démontrant que les mesures qu'il a prises ne peuvent assurer une stabilité suffisante des prix.

- Les contrats-programme ne concernent en général que des secteurs d'importance décisive.

Dans le secteur électro-ménager : il démontre qu'en fait la convention établie permet d'échapper au contrôle et à l'obligation de demande préalable d'autorisation de hausses de prix.

- Il demande pourquoi certains prix ont été augmentés en dépit de l'avis défavorable de la Commission des prix (primes d'assurance automobile).
- Quant à certaines diminutions de prix imposées par le Ministre (6 % sur les produits pharmaceutiques), le député communiste démontre comment cette diminution peut être contournée.
- Mais c'est dans le secteur pétrolier (qui refuse de soumettre ses prix à l'examen de la Commission des prix) que Drumaux démontrera la faiblesse du gouvernement à l'égard des monopoles et demande quelle sera la position du gouvernement à l'expiration de la convention début juillet.

En ce qui concerne le projet de loi dit Cools sur les prix, voté par la Chambre, est encore pendant à ce moment-là devant le Sénat, Drumaux veut savoir ce que deviendra "l'enregistrement comptable (contrôle des comptabilités).

La réponse du Ministre revient à dire que toutes ses nouvelles dispositions se ramènent en fait à poursuivre simplement ce qui existait déjà antérieurement.

Quant à la politique des prix, il avoue qu'il ne peut pas toujours tenir compte de l'avis de la Commission des prix.

EMPLOI, TRAVAIL ET ECONOMIE REGIONALE POUR LA FLANDRE

- Grève à Sidmar (3.500 trav.)

portant sur des revendications salariales.

Le Groupe Parlementaire interpelle pour obtenir l'intervention des pouvoirs publics auprès de la direction de l'usine puisque 40 % des investissements (sur les 8 milliards qu'a coûté l'installation de l'entreprise) sont d'origine publique.

- 4/2/71 : dépôt par le Député M. Levaux d'une proposition de loi modifiant la Loi du 15/7/64 sur la durée du travail dans les secteurs publics et privés, proposant d'uniformiser à 42 heures la durée hebdomadaire du travail.

- Occupation de l'usine Armco-Pittsburgh

pour exiger la réintégration de 2 délégués congédiés par le patronat. Le député Levaux (le 27/11/70) demande au Ministre Major quelle intervention il a faite auprès de la direction de l'entreprise pour obtenir la réintégration des délégués.

- Discussion du Budget du Travail (22/1/71)

M. Couteau montre la faillite de la politique du Ministre dans 3 secteurs : chômage

jeunes

travail des femmes,

secteurs où le Ministre ne s'est en rien distingué de la politique d'un ministre conservateur.

L'amendement du Groupe Communiste tendant à inscrire dans la loi le droit des jeunes et des femmes à un salaire égal pour un travail équivalent, a été repoussé.

- Les crédits d'heures pour les jeunes

Les manifestations des jeunes, fin avril, dans diverses villes du pays pour faire valoir cette revendication, ont trouvé leur prolongement au Parlement par l'intervention du député M. Couteau qui veut que le Ministre précise quand il se décidera à donner satisfaction à cette revendication.

Il rappelle qu'après une démarche du Front Commun Syndical, le 9 décembre 1970, le Gouvernement a chargé le Ministre de présenter une réponse qui est encore toujours attendue.

- Discrimination à l'égard des handicapés

Intervention du député M. Couteau le 8/6/71 pour mettre fin aux discriminations en matière d'allocations de chômage et ce malgré des nombreuses démarches des organisations de défense des handicapés et un avis favorable de l'ONEM.

Le Ministre Major estime que son département avait déjà fait un gros effort et qu'il ne pouvait aller plus loin.

FINANCES ET BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR 1971

Le 2/12/70, le porte-parole communiste discute l'ensemble de la politique gouvernementale et reprend notamment dans les domaines de la fiscalité, de la protection de l'emploi, les propositions faites précédemment par le Groupe Communiste.

En matière de Défense Nationale, il s'élève énergiquement contre la nouvelle dépense de 1,7 milliards étalée sur 5 ans, imposée au pays par l'OTAN pour financer l'achat de nouveaux avions.

Se faisant, l'interprète de l'inquiétude des Travailleurs à la veille de l'entrée en vigueur de la T.V.A., il propose de l'ajourner d'un an.

Bien que le Ministre des Finances ait admis que le problème de la hausse des prix était préoccupant, il a néanmoins catégoriquement repoussé la proposition communiste.

T.V.A.

Le député Levaux demande au Ministre Snoy (le 20/1/71)

- 1) Qui payera les 20 milliards qui ne seront pas décaissés par les milieux d'affaires ?
- 2) Si le Gouvernement fera procéder à l'enquête sur le budget des ménages réclamé par la FGTB - dans l'affirmative le délai prévu ?
- 3) Si oui ou non, il indexera les barèmes fiscaux en 1971 ?

T.V.A. et les FINANCES COMMUNALES

Le 27/1/71, le député Glineur discutant la dotation du Fonds des Communes dans le Budget de l'Intérieur pour 1971, s'élève contre le refus de détaxation au profit des Provinces et Communes pour les travaux de voirie et de construction.

Il propose pour l'immédiat :

- 1) un Arrêté Royal assujettissant -même partiellement- les communes au régime de détaxation de la T.V.A.;
- 2) d'inscrire au budget, avec effet immédiat, une première subvention aux Provinces et Communes, destinée à pallier les effets de la T.V.A. (il propose un montant de 450 millions).

Le Ministre Harmegnies refuse, alors qu'il sait que par le truchement de la T.V.A., de nouveaux cadeaux seront offerts aux grandes sociétés.

- Lors de la discussion du budget des Voies et Moyens pour 1971, le député Communiste dépose un amendement introduisant l'indexation réelle des barèmes fiscaux et propose pour 1971 une indexation de 7,5 % pour compenser les effets de l'entrée en vigueur de la T.V.A. Il propose de diminuer de 7,5 % les revenus taxables inférieurs à 250.000 Frs.

- Le 5/4/71, Eyskens annonce un accord Gouvernemental pour procéder à une adaptation des barèmes, consistant à accorder des avantages réduits et limités dans le temps aux petits revenus.

Le groupe Parlementaire démontrera qu'il s'agit d'une indexation "bidon" qui ne correspond nullement à la revendication syndicale d'une véritable indexation.

- Le 9/5/71, interpellation de L. Van Geyt au Ministre Snoy au sujet de sa mini-réforme. Il demande pour l'immédiat, l'automatisme de l'adaptation des barèmes à l'index, qui n'est pas prévu par le projet gouvernemental, et demande tout au moins une révision périodique au moins une fois par an correspondant à l'entièreté de la hausse.

Le Ministre invoque les impératifs budgétaires pour refuser ces propositions.

Lorsque le député communiste souligne la nécessité de la lutte contre la grande fraude fiscale, et non pas contre les "bricoleurs" de la fraude, le Ministre trouve qu'il est suffisamment armé avec l'ordinateur "George".

Les députés Van Geyt et Glineur ont déposé des amendements reprenant les propositions exposées au Ministre.

- Revendications des employés de la Banque Nationale et de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Interpellation de L. Van Geyt : les ressources nécessaires pour satisfaire les revendications doivent être cherchées du côté des gros bénéficiaires de la T.V.A. et non du côté des petits revenus.

Le Ministre Snoy brandit le danger d'inflation qui pourrait résulter d'une poussée salariale trop accentuée.

FINANCESCrise monétaire de mai 1971

Interpellation, le 5/5/71 de Cools par Levaux au sujet de l'importation en Belgique de l'inflation des Etats-Unis.

Le Ministre Cools conteste que la poussée inflationniste et l'érosion du dollar soient la conséquence de l'afflux de dollars dépréciés en Europe et en Belgique. Il veut faire croire qu'il est capables d'indépendance et qu'il combat les responsables de l'inflation.

INTERIEUR

Projet de loi sur^{les} agglomérations et les fédérations de communes

Les communistes votent contre (le 16/7/71); justification :
 - les transferts de pouvoirs aux nouvelles institutions sont des plus limités;
 - statut arbitraire imposé à la région bruxelloise (mode d'élection non démocratique au collège d'agglomération).

AFFAIRES ETRANGERES

- Avant l'Assemblée de l'ONU

o Réunion de la Commission des Affaires Etrangères le 14/9/70 pour entendre un exposé de Harmel sur les problèmes internationaux de l'heure.

Le député M. Drumaux condamne nettement les détournements d'avions mais souligne que ce n'est pas une pratique généralisée pour tous les courants de résistance paléstinienne.

Sur la Sécurité européenne, il a rappelé la nécessité de reconnaître les frontières actuelles, la R.D.A. et d'admettre les deux états allemands à l'ONU. Il a aussi préconisé le retrait général des forces militaires cantonnées à l'étranger.

Le Ministre a trouvé les propositions communistes "prématurées".

- Sécurité européenne

Interpellation du Ministre par M. Drumaux, le 27/1/71.

Il pose une série de questions précises sur la position de la Belgique en réponse aux propositions faites par d'autres Gouvernements pour faire avancer la Conférence sur la Sécurité Européenne. En guise de réponse, le Ministre a opposé le préalable du règlement du problème de Berlin ce qui revient à ôter à la Belgique toute possibilité d'initiatives propres.

- Extension de la guerre au Laos

Interpellation de M. Drumaux (le 17/2/71) sur l'attitude que compte prendre le Gouvernement belge vis à vis des Etats-Unis. Il demande en outre si le Gouvernement est prêt à appuyer des initiatives qui seraient prises dans notre pays en vue d'aider les peuples en lutte notamment en fournissant les médicaments et instruments chirurgicaux dont le Gouvernement révolutionnaire du Sud-Vietnam a un besoin urgent. L'opération pourrait-elle être popularisée par la R.T.B.?

Le Ministre Harmel escamote l'essentiel du problème. Quant à l'aide, il ne souhaite pas une action au profit d'une partie et pas de l'autre.

- Réunion de l'OTAN à Lisbonne

Le 20/3/71 au Sénat, A. Mathieu demande au Ministre de justifier les fournitures, par la Belgique, d'armes au Portugal destinées à combattre les peuples en lutte pour leur libération.

- Discussion du budget pour 1971 (avril 1971)

Drumaux : Il faut assurer l'indépendance de l'Europe et se distancier de l'OTAN. Il demande la réponse du Ministre à la récente proposition de l'URSS de réunir une Conférence des 5 puissances nucléaires et de signer des accords commerciaux à long terme.

Le débat démontre que s'affrontent deux conceptions différentes de politique étrangère.

- Signature des accords sur Berlin

Drumaux demande au début de septembre 1971 une réunion d'urgence de la Commission des Affaires Etrangères.

La réponse du Ministre est dilatoire.

PREVOYANCE SOCIALE.

Déficit de l'AMI

- Interpellation le 3/11/70 : propositions du groupe Parlementaire communiste :

Une fois encore, il s'élève contre les projets inspirés par le F.I.B., qui tendent à régler les problèmes, notamment le déficit de 5 milliards sur le dos des travailleurs.

Les solutions communistes visent non seulement à assainir les finances de l'AMI, mais à lui assurer des structures en rapport avec l'importance et la nécessité d'un service national de santé.

Elles se résument à :

- 1) Fusion des unions des mutualités en une mutualité unique;
- 2) augmentation de l'intervention de l'Etat dans le financement;
- 3) application au profit de l'AMI, d'un impôt spécial sur les sociétés d'assurance vie et les sociétés qui fabriquent ou importent des produits pharmaceutiques;
- 4) refonte des méthodes de dispensation des soins de santé.

- Lors de la discussion du budget pour 1971:

Alors que les organisations syndicales se refusent également à faire supporter de nouvelles charges par les Travailleurs, le Ministre De Paepe se déclare déçu par cette position et refuse d'accepter une conception aussi individualiste !

G.Glineur, le 26/2/71 s'élève à nouveau contre l'orientation du Gouvernement qui tend à résorber le déficit par la réduction des dépenses à faire au profit des travailleurs.

A nouveau, il indique d'autres moyens :

- une ponction sérieuse dans les dépenses militaires;
- taxes supplémentaires pour les industries chimiques et pharmaceutiques et les sociétés d'assurances-vie;
- la mise en place d'un service national de santé.

- Lors du dépôt du Projet De Paepe sur l'assainissement AMI(1971)
Glineur répète qu'il est inadmissible que le Gouvernement cherche à endosser aux Travailleurs la charge du déficit.

Le transfert d'une partie des cotisations ouvrières à charge des patrons ne change rien à ce point de vue et le projet n'apporte aucune précision quant à la participation de l'Etat.

Il s'élève contre la décision de la Commission de la Prévoyance Sociale de déléguer au Gouvernement des pouvoirs du parlement et lui permettre ainsi de prendre toutes dispositions sans contrôle.

Il exige une solution globale au problème.

- Les pensions:

Intervention de Glineur le 26/2/71 : l'augmentation de 5 % au 1/7/71 des pensions ne compensera pas les effets de la hausse du coût de la vie.

C'est pourquoi, G.Glineur propose :

- octroi aux retraités salariés et aux allocataires sociaux, d'un 13e mois de pension ou d'allocations sociales.
- Pour les pensionnés mineurs : il réintroduit sa proposition d'une pension égale à 75 % du salaire moyen;
- Il soulève à nouveau ses propositions en faveur des victimes des maladies professionnelles;
- Il dénonce le mode de calcul de la pension anticipé des invalides et prisonniers de guerre.

- Grèves des 36.000 mineurs pour leurs pensions:

Le 30/4/71, G.Glineur répercute leurs revendications au Parlement et rappelle aux partis gouvernementaux leurs promesses électorales de 1968 portant sur la pension à 75 % du salaire.

- Incendie d'un home de Vieillards à Gosselies (nov.70)

Le député Glineur dénonce le manque de subsides du département de la Santé Publique pour organiser un véritable équipement social.

EDUCATION NATIONALE

- Discussion du budget 1970 (en octobre 1970)

Le député communiste souligne le retard apporté à la communication du budget.

D'une manière générale, il regrette le manque de moyens financiers pour réaliser les réformes projetées.

- La semaine des 5 jours

A la Chambre, le député communiste fait un réquisitoire très sévère des conditions déplorables dans lesquelles cette réforme est organisée, faute de moyens financiers. Il reproche aux Ministres de ne prévoir des subsides, pour les activités spéciales, que pour 25 % des élèves. Il montre que dans ces conditions la réforme, bonne dans ses principes, est compromise dès le départ.

Au Sénat, R.Noël montre aussi les graves insuffisances des moyens mis à la disposition des écoles pour appliquer valablement la réforme:

- pas d'équipement socio-culturel pour recevoir les enfants le samedi-matin;
- subsides dérisoires pour réaliser les activités prévues pour les mercredi-après-midi;
- personnel surmené, mal préparé et victime du retard de paiement des traitements;
- vétusté des bâtiments scolaires.

Il plaide en faveur d'une meilleure préparation des enseignants assortie de meilleurs traitements.

- Projet de Loi sur la Réforme de l'Enseignement

Malgré les insuffisances, les communistes votent pour. (René Noël s'explique à ce sujet au Sénat - in invoque les mêmes arguments pour la semaine des 5 jours).

-- Octroi du Statut d'Universités d'Etat aux Centres Universitaires de Mons et d'Anvers.

Les députés communistes votent pour.

Pour l'université de Mons, dans le conflit au sujet du siège de l'implantation de la Faculté de Médecine, le député Drumaux et le Sénateur Noël (au cours de la conférence de presse du 22/5/71) plaident pour Mons et pour une décision à prendre par le Conseil d'Administration de l'Université.

Ils invitent les Ministres Harmegnies et Dubois dont les points de vue s'opposent, à venir s'expliquer à Mons au cours d'un débat public.

-- Financement des frais de fonctionnement des Universités

Le Gouvernement fait voter le projet dans la bousculade.

Les Communistes votent contre : la discussion du projet a été réalisé au sein du Conseil National de la politique scientifique sans contact avec les universités.

Le financement de la recherche limite la recherche à une fonction accessoire des universités.

-- Transfert de l'Ecole d'Horticulture de Vilvorde

Là aussi, le député communiste souligne (le 20/10/70) les insuffisances budgétaires et rappelle que le Premier Ministre lui avait cependant promis qu'un effort spécial serait fait en cas de nécessité.

TRAVAUX PUBLICS

-- Discussion du budget (25/5/70)

Levaux démontre qu'en fait (si l'on tient compte des crédits effectivement utilisés en 1968 et 1969), le budget est équivalent à celui de la Défense Nationale et estime donc que le Ministre n'a pas à crier victoire pour ses réalisations.

Dans le domaine des autoroutes, il souligne la nette différence entre la Flandre et la Wallonie quant au nombre de Km construits.

Il s'élève contre la conception arbitraire du Ministre en ce qui concerne l'importance des voies hydrauliques défavorisées par rapport aux Ports alors que l'ensemble du pays bénéficie du pompage des eaux en Wallonie.

Il insiste sur l'absolue nécessité de réaliser enfin des liaisons convenables entre nos ports et la Wallonie.

DEFENSE NATIONALE

- Discussion du budget à la Chambre le 7/4/71

Levaux montre que la hausse du budget (qui de 1971 à 75 augmentera de 20 %) découle en ordre principal de notre dépendance à l'égard de l'OTAN. A l'appui de sa thèse, il cite la masse des dépenses inutiles que la politique du département impose au pays (750 millions comme frais de participation de la Belgique à l'entretien des troupes US stationnées en Europe; les frais de stationnement de troupes belges en R.F.A.; le renouvellement des stocks de munitions; achats de chars, renouvellement d'escorteurs...)

C'est pourquoi le groupe Parlementaire Communiste votera contre ce budget qui va à l'encontre de ce que devrait être la politique étrangère de notre pays.

Le Ministre ne conteste d'ailleurs pas que sa politique de Défense Nationale exprime celle du Ministre des Affaires Etrangères.

SANTE PUBLIQUE

- Les crèches

Discussion du budget à la Chambre le 26/5/70

G.Glineur soulève le problème de la pénurie des crèches dans le pays et celui des crédits dérisoires prévus par la déclaration gouvernementale à cet effet (50 millions par an et de surcroît mal utilisés). Etant donné qu'à ce moment, les organisations syndicales n'étaient pas parvenues à se mettre d'accord sur l'utilisation du boni d'un milliard des caisses d'allocations familiales, Glineur propose la création d'un fonds des crèches à alimenter par l'Etat et par une cotisation patronale généralisée.

Il montre aussi qu'il ne faut pas s'orienter vers la création de crèches par les entreprises elles-mêmes (elles sont peu pratiques et risquent de susciter une dépendance non souhaitable à l'égard des patrons).

- La pollution

Discussion du budget 1971 (le 24/3/71)

Le député Couteau fait des propositions concrètes.

Il estime

- 1) que le département de la Santé Publique doit pouvoir intervenir dans les décisions du Ministère des Affaires Economiques quant à l'implantation d'entreprises industrielles non salubres;
- 2) il propose une série de mesures de protection du consommateur dans le domaine des produits alimentaires;
- 3) il plaide en faveur de la multiplication des espaces verts trop souvent sacrifiés à la spéculation foncière.

- Les Logements sociaux

Une coordination entre les différents départements ministériels éviterait certaines situations scandaleuses de logements sociaux nouveaux mais inoccupés faute d'une infrastructure.

- Le Statut des Infirmières

Le député Glineur demande que le Ministre hâte la procédure freinée par les Chambres syndicales et établisse un statut professionnel pour tous les travailleurs de la santé.

Il propose la constitution d'un groupe de travail par la Commission du Parlement.

- Projet de Loi Namèche sur les Hôpitaux

Intervention de A.Mathieu au Sénat (le 5/5/71)

Inspiré par les travaux du G.E.R.M. et notamment de ses journées d'études de mars 1969; Mathieu expose la conception des Parlementaires Communistes en matière de médecine préventive qui doit cesser d'être le privilège de quelques-uns et doit être considérée comme une nécessité.

Un progrès serait assuré dans l'immédiat par la création de centres de dépistage obligatoires, mais il énumère une série de propositions très concrètes qui permettraient d'organiser la véritable médecine préventive.

Il rappelle au Ministre qu'un arrêté royal de 1967 avait institué une commission d'étude de la politique de la santé et il demande au Ministre pourquoi ses propositions ne sont pas soumises au Parlement.

Pas de réponse du Ministre.

- Loyers Sociaux

Interpellation du Ministre Breyne par le député communiste Van Geyt sur les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour endiguer la hausse très sérieuse des loyers des logements sociaux, plus élevée que celle du secteur libre.

Le Ministre déavoue les hausses dues à la T.V.A. et reconnaît que le rythme de la hausse du coût de la construction rendra la situation des familles modestes inextricable si on ne recourt pas à des réformes structurelles. Il dit y tenir beaucoup mais est dans l'impossibilité de les réaliser.

Il a même fait appel au soutien de l'opinion publique et particulièrement aux associations de locataires pour l'aider à réaliser un assainissement devenu urgent.

JUSTICE- Mesures du Ministre Vranckx contre les étudiants étrangers

Le député communiste, le 11/12/70, se fait le porte-parole des revendications des étudiants pour obtenir un "statut" des étudiants étrangers qui les mettrait à l'abri de l'arbitraire du Ministre et de la Police.

- Projet de Loi sur les naturalisations

Levaux (en juillet 1971) dépose des amendements visant à faciliter et démocratiser l'accès à la naturalisation pour les travailleurs étrangers :

- éviter l'irrecevabilité pour des raisons politiques et financières;
- supprimer la différence entre grande et petite naturalisation;
- prévoir au sein du Conseil consultatif des représentants des immigrés.

Novembre 1971

BP 19- 1971-11

PB

19

Persmededeling.

Vandaag, donderdag 4 november, werd de kommunistische volksvertegenwoordiger van Brussel, Louis VAN GEYT, op zijn verzoek ontvangen door de Minister van Buitenlandse Zaken, de heer Harmel.

Louis Van Geyt vroeg dat de Belgische regering zou tussenbeide komen tengunste van B.Dracopoulos, D.Partsalides en hun 34 antifascistische strijdmakkers, die op 18 oktober werden aangehouden door de Militaire Veiligheid van de Griekse kolonelsregering. Sindsdien bevinden zij zich geïsoleerd in de gevangenis en staan blootgesteld aan martelingen.

Het Politiek Bureau der Kommunistische
Partij van België

Brussel, 4 november 1971.

Aux membres du B.P

Elections législatives et provinciales
du 7 novembre 1971.

Le parti a déposé des listes communales dans
huit provinces sur neuf. (au Luxembourg pas
de liste). Dans l'arrondissement de Courmayeur : liste d'alliance avec
les socialistes, FETB
Sur les 30 arrondissements du pays - nous avons

déposé ²³ ~~24~~ listes

dont : Flandre sur 16 arrondissements

Wallonie sur 13

Bruxelles ~~1~~ arrondissement

dans les districts

sur 50 districts en Flandre 26

~~44~~ ⁴⁴ en Wallonie 30

9 à Bruxelles 9

103

66

42

~~42~~
10

1

23 (17)

ELECTIONS LEGISLATIVES
DU 7 NOVEMBRE 1971

NOTIFICATION AUX ELUS DES RESULTATS DES ELECTIONS

Le Président du bureau central provincial a l'honneur de communiquer à
Mr *Renard. Député suppl.* l'extrait ci-après du procès-verbal du dit bureau, en
date de ce jour;

"L'an mil neuf cent septante et un, le douze novembre à 9 heures, le Bureau Central de la Province de Hainaut se réunit à Mons, Palais de Justice, à l'effet de procéder à la répartition des sièges entre les candidats à l'élection législative du 7 novembre 1971;

"Sont présents: M. Paul LEGAT, Président; MM. GILAIN Jean, GEURTS Roger, BERTIAUX Léon, VANCAUWENBERGHE Marcel, assesseurs; M. HACHEZ Robert, secrétaire; MM. BOVIN Edmond, HAMBYE Jacques et Mme DINANT Noella, témoins;

"Le public est admis dans la salle où siège le bureau et le président donne à l'assemblée communication de ce qui suit:

A.- En ce qui concerne l'élection pour la CHAMBRE DES REPRESENTANTS

ARRONDISSEMENT ELECTORAL DE MONS

La liste 2 obtient 1 siège	La liste 7 obtient 0 siège
La liste 3 obtient 1 siège	La liste 8 obtient 3 sièges
La liste 6 obtient 1 siège	

Sont proclamés élus membres de la Chambre des Représentants:

Pour la liste 2 : M. HANNOTTE.
Pour la liste 3 : M. DRUMAU.
Pour la liste 6 : M. DELPORTE.
Pour la liste 8 : MM. NAZE, DERUELLES, URBAIN.

Liste 2 : 1 ^{er} suppléant: M.CAPOUILLEZ	2 ^e suppléant: M.MOINY
Liste 3 : 1 ^{er} suppléant: Mme DINANT	2 ^e suppléant: M.LIENARD
Liste 6 : 1 ^{er} suppléant: M.DUCOBU	2 ^e suppléant: M.HAMAIDE
Liste 8 : 1 ^{er} suppléant: M.JAMBE	4 ^e suppléant: M.HISMANS
2 ^e suppléant: M.LECLERCQ	5 ^e suppléant: M.BIEFNOT
3 ^e suppléant: M.STIEVENART	

ARRONDISSEMENT ELECTORAL DE CHARLEROI

La liste 2 obtient 1 siège La liste 6 obtient 2 sièges
La liste 3 obtient 0 siège La liste 7 obtient 4 sièges
La liste 8 obtient 4 sièges

Sont proclamés élus membres de la Chambre des Représentants:

Pour la liste 2 : M. HUBAUX.
Pour la liste 6 : MM. CALIFICE, BRIMANT.
Pour la liste 7 : MM. MOREAU, KNOOPS, HELGUERS, MEUTER.
Pour la liste 8 : MM. HARMEGNIES, GLINNE, BAUDSON, TIBBAUT.

Sont déclarés suppléants pour la Chambre des Représentants:

Liste 2 : 1 ^{er} suppléant: M. BRICOUT	2 ^e suppléant: M. PETITJEAN
Liste 6 : 1 ^{er} suppléant: M. FOURNEAU	3 ^e suppléant: M. NOEL
2 ^e suppléant: M. MICHOT	4 ^e suppléant: M. JAUNARD
Liste 7 : 1 ^{er} suppléant: M. CHANTRY	3 ^e suppléant: M. DUMONT
2 ^e suppléant: M. CORRIAT	4 ^e suppléant: M. COQUELET
Liste 8 : 1 ^{er} suppléant: M. TOUSSAINT	4 ^e suppléant: M. MASSART
2 ^e suppléant: M. VAN CAUWENBERGHE	5 ^e suppléant: M. SERON
3 ^e suppléant: M. HENRY	6 ^e suppléant: M. DELAUNOIS

ARRONDISSEMENT ELECTORAL DE SOIGNIES

La liste 2 obtient 0 siège La liste 6 obtient 1 siège
La liste 3 obtient 1 siège La liste 7 obtient 0 siège
La liste 8 obtient 2 sièges

Sont proclamés élus membres de la Chambre des Représentants:

Pour la liste 3 : M. COUTEAU.
Pour la liste 6 : M. PETRE.
Pour la liste 8 : MM. HUREZ, GONDRIY.

Sont déclarés suppléants pour la Chambre des Représentants:

Liste 3 : 1 ^{er} suppléant: M. HACHEZ	2 ^e suppléant: M. HUET
Liste 6 : 1 ^{er} suppléant: M. JEROME	2 ^e suppléant: Mme de MEESTER de HEYNDONCK de MUNCK
Liste 8 : 1 ^{er} suppléant: M. DELHAYE	3 ^e suppléant: M. WAUTERS
2 ^e suppléant: M. PLAISANT-LIART	4 ^e suppléant: M. DUPONT

ARRONDISSEMENT ELECTORAL DE THUIN

La liste 2 obtient 1 siège La liste 6 obtient 0 siège
La liste 3 obtient 0 siège La liste 7 obtient 1 siège
La liste 8 obtient 1 siège

Sont proclamés élus membres de la Chambre des Représentants:

Pour la liste 2 : M. HERBAGE.
Pour la liste 7 : M. GENDEBIEN.
Pour la liste 8 : M. BURCEON.

Sont déclarés suppléants pour la Chambre des Représentants:

Liste 2 : 1 ^{er} suppléant: M. BOULET	2 ^e suppléant: M. VAN ROSSE
Liste 7 : 1 ^{er} suppléant: M. LUMOULIN	2 ^e suppléant: M. MELCHIOR
Liste 8 : 1 ^{er} suppléant: M. SEILLEUR	2 ^e suppléant: M. MAHIEU

ARRONDISSEMENT ELECTORAL DE TOURNAI

La liste 2 obtient 2 sièges La liste 6 obtient 1 siège
La liste 3 obtient 1 siège La liste 7 obtient 1 siège
La liste 8 obtient 2 sièges

Sont proclamés élus membres de la Chambre des Représentants:

Pour la liste 2 : MM. LEFEBVRE R., PICRON.
Pour la liste 3 : M. DEBRUE.
Pour la liste 6 : M. DEVOS.
Pour la liste 7 : M. VAN DAMME
Pour la liste 8 : MM. CASTEL, DEMETS.

Sont déclarés suppléants pour la Chambre des Représentants:

Liste 2 : 1 ^{er} suppléant: M. SOUDANT	3 ^e suppléant: M. BERTOUILLE
2 ^e suppléant: M. PARY	4 ^e suppléant: M. CARLIER
Liste 3 : 1 ^{er} suppléant: M. RENARD	2 ^e suppléant: M. BAL
Liste 6 : 1 ^{er} suppléant: M. MEUNIER	2 ^e suppléant: M. DELEU
Liste 7 : 1 ^{er} suppléant: M. BIEVA	2 ^e suppléant: M. BURY
Liste 8 : 1 ^{er} suppléant: M. DELHAIE J.B.	3 ^e suppléant: M. LEONARD
2 ^e suppléant: M. MAHIEU J.	4 ^e suppléant: Mme ANDRE Jeanne

B.- En ce qui concerne l'élection pour le SÉNAT

MONS - SOIGNIES

La liste 2 obtient 0 siège La liste 6 obtient 1 siège
La liste 3 obtient 1 siège La liste 7 obtient 0 siège
La liste 8 obtient 3 sièges

Sont proclamés élus membres du Sénat:

Pour la liste 3 : M. NOEL.
Pour la liste 6 : M. HAMBYE.
Pour la liste 8 : MM. DUBOIS, DELMOTTE, BURY.

Sont déclarés suppléants pour le Sénat:

Liste 3 : 1 ^{er} suppléant: M. DRUMAU	2 ^e suppléant: M. HOYAS
Liste 6 : 1 ^{er} suppléant: M. MAINIL	2 ^e suppléant: M. BISET
Liste 8 : 1 ^{er} suppléant: M. ROLAND	4 ^e suppléant: M. DELPLANCQ
2 ^e suppléant: M. BUSIAU	5 ^e suppléant: M. CHARLES
3 ^e suppléant: M. VINET	6 ^e suppléant: M. VILAIN

CHARLEROI - THUIN

La liste 2 obtient 1 siège

La liste 3 obtient 0 siège

La liste 6 obtient 1 siège

La liste 7 obtient 3 sièges

La liste 8 obtient 2 sièges

Sont proclamés élus membres du Sénat:

Pour la liste 2 : M. JANSSENS.

Pour la liste 6 : M. de STEXHE.

Pour la liste 7 : MM. BOLOGNE, BOLAND, LORIAUX.

Pour la liste 8 : MM. HERCOT, VAN CAUWENBERGHE.

Sont déclarés suppléants pour le Sénat:

Liste 2 : 1^{er} suppléant: M. ELISE2^e suppléant: M. NOEL GuyListe 6 : 1^{er} suppléant: M. t'KINT2^e suppléant: M. DERVALListe 7 : 1^{er} suppléant: M. GYSSENS4^e suppléant: M. PORTIER2^e suppléant: M. VELINAIRE5^e suppléant: M. FERON3^e suppléant: M. COURTAINEListe 8 : 1^{er} suppléant: M. DRUART3^e suppléant: M. VAN MECHELEN2^e suppléant: M. AUDAIN4^e suppléant: M. POFTETOURNAI - ATH - MOUSCRON

La liste 2 obtient 1 siège

La liste 6 obtient 1 siège

La liste 3 obtient 0 siège

La liste 7 obtient 0 siège

La liste 8 obtient 1 siège

Sont proclamés élus membres du Sénat:

Pour la liste 2 : M. DESCAMPS.

Pour la liste 6 : M. KEVERS.

Pour la liste 8 : M. DULAC.

Sont déclarés suppléants pour le Sénat:

Liste 2 : 1^{er} suppléant: M. LESAFFRE2^e suppléant: M. VINOIS.Liste 6 : 1^{er} suppléant: M. HENAUT2^e suppléant: M. de LANNOYListe 8 : 1^{er} suppléant: M. DEBERGHES2^e suppléant: M. BRENEZ G.

De tout quoi le présent procès-verbal a été rédigé séance tenante, en double expédition, et signé par tous les membres du bureau et par les témoins.

Fait à Mons, le 12 novembre 1971.

Le Secrétaire,
(sé)Les Assesseurs,
(sé)Les Témoins,
(sé)Le Président,
(sé)

R. HACHEZ.

GILAIN Jean
GEURTS Roger
BERTIAUX Léon
VANCAUWENBERGHE Marcel

BOVYN Edmond
HAMBYE Jacques
DINANT Noëlla.

Paul LEGAT.

Certifié conforme,

Mons, le 12 novembre 1971

Le Président,

P. LEGAT.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29

1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 2 novembre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

MARDI

~~Vendredi~~ 9 NOVEMBRE 1971 A 10 HEURES.
=====

A l'ordre du jour :

- Conclusions des élections.

Fraternellement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 9.11.1971

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux, Turf, Renard, Van Geyt, Van den Branden.

- Suite aux premières discussions sur les résultats électoraux ,
 - faire un communiqué (commission Renard, J. Blume et J. Debrouwere);
 - préparer un memorandum formulant nos exigences à l'égard du nouveau formateur (le groupe parlementaire)
 - reprendre immédiatement une campagne pour que le futur gouvernement tienne compte de ces exigences
 - voir comment seront repris rapidement les contacts pour le développement du rassemblement progressiste
 - tenir plus régulièrement les réunions d'ails pour l'examen des problèmes concrets se posant dans les régions (prochaine réunion des ailes du B.P. : vendredi 19 novembre).

=====

Communiqué

Le Bureau politique du Parti communiste a procédé à une première analyse des résultats électoraux.

Il constate que le gouvernement PSC-PSB a échoué dans sa tentative de se faire plébisciter. En effet, les partis au pouvoir n'ont pas réussi à obtenir du corps électoral l'appui massif qu'ils recherchaient dans l'espoir d'avoir les mains libres pour appliquer une politique d'austérité et pour refuser des pouvoirs réels aux régions.

Le succès important du FDF-RW, qui s'accompagne d'ailleurs d'une nouvelle avance de la Volksunie, traduit certainement l'opposition d'une grande partie de la population à la politique gouvernementale. Et ses raisons sont loin d'être exclusivement d'ordre communautaire.

Cependant, le Bureau politique estime que l'opposition nécessaire à cette politique, qui va se poursuivre, ne trouvera pas dans le FDF-RW, parti dépourvu de toute cohésion du point de vue social, le moyen de s'exprimer avec toute la vigueur et toute la clarté désirables.

Seule la vigilance et l'action des travailleurs pourront empêcher le futur gouvernement de leur faire supporter tout le poids de la crise qui s'annonce et de persévérer dans son unitarisme plus ou moins aménagé.

Le Parti communiste reste, dans les conditions présentes, la seule opposition pleinement cohérente. Il marquera des points aux élections partielles du 21 novembre. Enfin et surtout, ses résultats globaux sont tels qu'il pourra poursuivre efficacement ses efforts pour hâter le regroupement des forces progressistes décidées à lutter contre le pouvoir unitariste du grand capital et donc à mieux combattre l'influence des droitiers au sein du mouvement ouvrier.

Le Bureau politique
du Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 9 novembre 1971.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België is overgegaan tot een eerste analyse van de verkiezingsuitslagen.

Het stelt vast dat de C.V.P.-B.S.P.-regering mislukt is in haar poging een plebisciet-stemming af te dwingen. Inderdaad zijn de bewindvoerende partijen er niet in geslaagd om van het kiezerskorps de door hen nagestreefde massale steun te verkrijgen en aldus de handen vrij te hebben om een soberheidspolitiek toe te passen en om werkelijke machten aan de gewesten te ontfangen.

Het belangrijk succes van het F.D.F.-R.W., dat trouwens samengaat met een nieuwe vooruitgang van de Volksunie, vertolkt zeer zeker de oppositie van een groot deel van de bevolking tegen de regeringspolitiek. En de redenen van dit succes zijn op verre na niet van uitsluitend kommunautaire aard.

Nochtans is het Politiek Bureau van mening dat het noodzakelijke verzet tegen de voortzetting van deze politiek door de kommunautaire partijen niet met de nodige kracht en duidelijkheid zal tot uiting gebracht worden, wegens de heterogene sociale samenstelling van bedoelde partijen.

Alleen door hun waakzaamheid en hun actie kunnen de werkers de toekomstige regering beletten om de last van de nakende crisis uitsluitend op hen af te wentelen en te volharden in een min of meer aangepast unitarisme.

De Kommunistische Partij blijft, in de huidige voorwaarden, de enige konsekwente oppositie. Zij zal vooruitgang boeken bij de gedeeltelijke verkiezingen van 21 november. Haar globale resultaten zijn trouwens van aard om haar toe te laten op efficiënte wijze haar inspanningen voort te zetten ter hergroepering van de vooruitstrevende krachten die bereid zijn om te strijden tegen het unitaristische bewind van het grootkapitaal en om op meer doeltreffende wijze de invloed van de rechtsen in de schoot van de arbeidersbeweging te bekampen.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België

Brussel, 9 november 1971.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 9 novembre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 12 NOVEMBRE 1971 A 10 HEURES

A l'ordre du jour :

- Luites sociales : rapporteur L. Van Geyt.

Fraternellement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK.

Procès-verbal Bureau politique du 12.11.71

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Leviaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

- Objectifs immédiats dans les luttes sociales

- les situer dans le contexte politique général c.à.d. comment relancer l'économie
(pour le commerce extérieur : demander à P. Joye une note pour le BP avec des précisions sur ce que concrètement la Belgique peut offrir aux pays de l'Est).
- mettre l'accent sur la défense et l'amélioration des revenus
 - revision de l'index
 - sécurité d'existence
 - pensions
- Dans le privé : pousser à des accords "cadre" permettant la lutte par secteur.
- Dans les services publics : obtenir des conventions sectorielles avec clause de revision.
- lutte pour l'indépendance syndicale.

Ces thèmes sont à incorporer dans le "Memorandum" en préparation (ne prévoir qu'un seul document orienté vers le gouvernement, les syndicats, le parti).

- Prochain Journal de propagande : à sortir fin novembre ou début décembre (sans pages régionales pour ce numéro). Articles à prévoir : le Memorandum - Pouvoirs aux régions - l'union des progressistes - si possible, articles signés.
- Prochain C.C. (des 4 et 5 décembre)
 - Ordre du jour : - Questions politiques
 - Budget 1972
 - élections des instances exécutives.
- Introduction au débat sur le point n° 1 par Drumaux en assemblée plénière du C.C. - discussions par ailes - réunion commune pour les conclusions. Les ailes du B.P. décideront d'un éventuel co-rapport par aile du C.C.
- Prévenir les fédérations que les candidatures pour les instances exécutives doivent parvenir au plus tard au B.P. du 3/12.
- Ordre du jour du B.P. du 26/11 :
 - 1) Le Budget 1972
 - convoquer B. Gordower
 - faire préparer par les secteurs intéressés, leurs revendications pour 1972 : - D.R.
 - Propagande
 - Organisation : nombre cadres.
 - 2) Synthèse finale des éléments politiques du rapport C.C. des 4-5/12.
- Tribune politique RTB du 26 novembre : en charger René Noël (Cl. Renard).

=====

COMMISSION NATIONALE DES JEUNES PRES LE C.C.

Bruxelles, le 16 novembre 1971.

AUX DIRECTIONS FEDERALES

Chers camarades,

En vue d'établir, dans le plus bref délai, le bilan du coût de la manifestation nationale des jeunes, qui eut lieu le 30 octobre à Anvers, pourrais-tu renvoyer immédiatement, au siège central du Parti (29, avenue de Stalingrad - 1000 Bruxelles) le formulaire ci-dessous, dûment complété; et ce afin de pouvoir effectuer le remboursement des places d'autocar des jeunes participants.

Fraternellement.

Francine HANQUET

Urbain COUSSEMENT.

A RENVOYER POUR LUNDI LE 22 NOVEMBRE, AU MATIN - AU PLUS TARD.

(Dernier délai pour les remboursements !)

MANIFESTATION NATIONALE DES JEUNES

REMBOURSEMENT DES PLACES D'AUTOCAR POUR LES JEUNES PARTICIPANTS:

FEDERATION DE

- 1. Prix réclamé aux adultes:Frs

- 2. Nombre de jeunes (- de 30 ans) participants à 50Frs:JEUNES.

N.B.: - Prière de joindre au formulaire la liste de détail (noms, prénoms, dates de naissance, adresses) des jeunes participants.

- Le remboursement de la différence entre le prix réel du déplacement en autocar et les 50 Frs demandés se fera à huitaine, au C.C.P. de la fédération.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29

1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 16 novembre 1971

Cher Camarade,

Le texte ci-joint est le brouillon d'un mémorandum à adresser au gouvernement et à communiquer aux autres partis ainsi qu'aux organisations susceptibles de s'y intéresser. Nous avons tenu à te le soumettre.

Veux-tu nous envoyer tes remarques au Centre du Parti, pour ce mercredi 17 novembre à 18 heures au plus tard ? C'est court comme délai mais le temps presse.

Merci d'avance et reçois nos salutations
fraternelles.

Jean BLUME
Membre du Bureau Politique du
Parti Communiste de Belgique.



PARTI COMMUNISTE
DE BELGIQUE

1921/1971

50 ANNEES
AU SERVICE
DU MOUVEMENT
OUVRIER
BELGE

KOMMUNISTISCHE
PARTIJ VAN BELGIE

1921/1971

50 JAAR
IN DIENST VAN
DE BELGISCHE
ARBEIDERS-
BEWEGING

Avenue de Stalingrad, 29
Stalingradlaan, 29
BRUXELLES 1000 BRUSSEL
TEL. : 12.01.00 - 12.01.09
C.C.P. - 799.33 - P.C.R.

BRUXELLES, le
BRUSSEL, de

MEMORANDUM DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE
PRESENTE AU FORMATEUR DU FUTUR GOUVERNEMENT.

" S'INSTALLER DANS LA CRISE OU ORGANISER LA RELANCE
ECONOMIQUE ET L'ESSOR DES TROIS REGIONS ?"

LES COMMUNISTES REPONDENT A CETTE QUESTION.

La situation actuelle est à la fois proche et lointaine de celle qui existait le 25 juin 1968, lorsque le gouvernement PSC-PSB conduit par M. Eyskens se présenta pour la première fois devant les Chambres.

A l'époque, le problème brûlant était celui des régions et plus encore celui de la définition exacte des pouvoirs régionaux.

Il en est de même aujourd'hui, à cette différence près que les années ont passé et que les premières mesures ébauchées, les promesses faites et les derniers résultats électoraux créent, en ce domaine, l'état d'extrême urgence.

Par contre, la situation politique générale dans laquelle doit être réglée la question communautaire a considérablement évolué.

La haute conjoncture a fait ses derniers pas. Pourtant, la hausse des prix s'est accélérée, stimulée par les taux excessifs de la TVA. L'emploi devient précaire et le chômage menace. Une crise se dessine, annoncée par celle du dollar, auquel notre économie a été imprudemment liée.

Au cours de la prochaine législature et dès maintenant, les travailleurs de tout le pays et le nouveau gouvernement auront à répondre à une seule et même question : "Va-t-on s'installer dans la crise ou organiser la relance économique et l'essor des trois régions"?

Défendre le niveau de vie et le marché intérieur.

A cette question, la réponse classique du grand patronat est connue d'avance.

.../..

.../..

Il sera dit qu'un Belge sur deux vit de l'exportation et qu'à des fins de concurrence internationale les travailleurs, pour conserver leur emploi, devront accepter des restrictions de salaires et des augmentations d'impôts. C'est la politique d'austérité, l'installation ~~de~~ la crise.

Le Parti Communiste de Belgique propose des mesures de développement du commerce extérieur, dont il sera question plus loin.

Cependant, il tient à affirmer que la défense du marché intérieur, qui s'identifie à celle du niveau de vie et du pouvoir d'achat est une tâche primordiale, dont dépend en premier lieu la relance économique.

A salaires insuffisants, techniques déficientes. A techniques déficientes, capacité de concurrence amoindrie.

Délais, priorités et méthodes.

Dès aujourd'hui, chacun s'inquiète de savoir dans quels délais et selon quelle règle de priorité les questions essentielles devront être réglées.

Le Parti Communiste de Belgique estime que les problèmes communautaires, économiques et sociaux devront être abordés ensemble et dans les délais les plus brefs, parce que la situation actuelle les lie.

Il serait déraisonnable de vouloir tout régler en vertu d'échéances impératives. Il ne faudrait pas, néanmoins, dépasser le délai de six mois avant de mettre au point une politique de véritable relance et d'entamer son application.

En outre, la consultation de toutes les tendances du Parlement et des organisations représentatives des forces populaires et démocratiques, avant la confection des projets de loi principaux, serait hautement souhaitable.

Rémunérations, emploi, impôts.

La défense du niveau de vie et celle de l'emploi sont deux questions étroitement liées entre elles.

Elles peuvent et doivent être favorisées, et en partie réglées, à l'échelon parlementaire et gouvernemental, tout en garantissant la pleine liberté d'action des travailleurs et de leurs syndicats.

Par conséquent, les propositions qui vont suivre n'ont aucun caractère limitatif.

.../..

.../..

La réforme de l'index et, en attendant celle-ci, toutes les mesures compensatoires permettant aux travailleurs de rattraper leur manque à gagner sont des tâches de grande urgence.

Viennent simultanément l'adoption légale d'un minimum interprofessionnel applicable dans le privé comme dans les services publics (120.000 Fr. par an) et celle des 75 % de ce minimum pour tous les allocataires sociaux, pensionnés, invalides, chômeurs.

Dans le domaine des impôts, deux dispositions complémentaires doivent être prises.

La première consiste à contrôler réellement les grosses fortunes et à les taxer selon des taux allant de 55 % pour les revenus de 3 à 5 millions à 60 % et davantage pour les revenus supérieurs à 5 millions.

La seconde consiste à indexer les revenus annuels allant jusqu'à 300.000 francs et à exonérer d'impôts tous les revenus inférieurs à 90.000 francs.

Quant à l'emploi, il s'impose de le garantir légalement. La référence obligatoire aux organes nationaux et régionaux du plan en cas de menaces de licenciement serait un premier pas dans ce sens. La garantie de l'emploi pourrait être facilitée par la généralisation de l'abaissement facultatif à 60 ans de l'âge de la pension, sans pertes d'avantages.

Pouvoirs réels aux régions.

Des institutions régionales, élues au suffrage universel et direct, peuvent favoriser une intervention efficace des forces démocratiques, pour stimuler une relance économique et un essor des 3 régions dans la satisfaction des besoins populaires.

Les régions doivent avoir des limites définitivement fixées, les populations des lieux contestés étant dûment consultées.

Un délai de six mois paraît raisonnable pour arriver à ces résultats.

Les conseils régionaux et leurs exécutifs doivent voir coïncider entièrement leurs responsabilités d'ordre politique, économique, social et culturel. Ceci implique l'unité complète du territoire administré. Il ne peut y avoir deux Bruxelles, deux Flandres, deux Wallonies.

Il est normal que le pouvoir central se charge du plan économique général, des Affaires Etrangères, de la monnaie, de la Défense Nationale, ainsi que de l'harmonisation des initiatives régionales.

.../..

.../..

Les pouvoirs régionaux qui doivent disposer de leur propre instrument d'investissement et de développement, présentent au pouvoir central leurs revendications. Il s'ensuit une concertation à l'issue de laquelle le pouvoir central détermine le volume de son aide aux régions et accorde en outre, à ces dernières, un budget qu'elles utilisent selon leur volonté.

Le critère présidant à la fixation des budgets régionaux et de l'aide centrale est celui des besoins réels. Priorité est accordée aux régions que les circonstances ont défavorisées. Aujourd'hui, il s'agit pour l'essentiel de régions wallonnes. Demain, il en sera peut-être autrement.

Choisir l'essentiel.

Il est bien certain que la protection des revenus et de l'emploi, ainsi que le problème des régions sont des problèmes extrêmement vastes.

Cependant, ils ne sont pas les seuls.

Un effort considérablement accru s'impose notamment dans les domaines de l'habitat et de l'enseignement, de l'environnement. Il faut construire beaucoup plus de logements sociaux et lutter contre le surpeuplement des classes.

Il est en outre indispensable de défendre et de développer le secteur public de l'économie (énergie, transport, banques).

Cela étant dit, il faut voir aussi le programme de relance sous son aspect international.

Développement du commerce extérieur.

Depuis un quart de siècle, la Belgique a étroitement lié son sort à celui des U.S.A., dont elle a été un des satellites les plus dociles.

Il est aujourd'hui démontré que cette opération n'est pas rentable et qu'elle risque de devenir déficitaire.

Nous sommes un pays exportateur mais nos débouchés sont par trop limités au Marché Commun et à la zone du dollar. Notre retard sur l'Allemagne fédérale et la France, par exemple, en ce qui concerne la recherche d'ouvertures nouvelles vers les pays socialistes et le Tiers-Monde est grand et risque de nous coûter cher.

Favoriser notre commerce extérieur avec les pays socialistes et les pays en voie de développement, c'est favoriser la "grande exportation"- c'est-à-dire celle qui stimule le progrès technique, avantage nos industries de pointe et, par ricochet, améliore qualitativement la structure

.../..

.../...

interne de notre économie déjà trop axée sur des secteurs économiques "classiques" en voie de tassement.

L'affirmation de notre indépendance tant économique **que** politique à l'égard des U.S.A. (et de notre opposition à la division du monde en blocs) s'impose donc. Elle doit se faire selon un plan.

C'est vers le commerce extérieur que cet effort doit se déployer dans l'immédiat.

Le Parti Communiste de Belgique est partisan de longue date de l'instauration d'un système de sécurité groupant tous les pays d'Europe, capitalistes et socialistes. Le P.C.B. estime qu'au sein de ce système la Belgique pourrait avec fruit développer une politique de neutralité active, orientée vers la paix mondiale. La réduction des dépenses d'armement serait, à cet égard, un geste significatif et utile.

Cependant, la recherche des solutions politiques ne peut retarder un seul instant l'action résolue en vue d'établir, avec un nombre maximum de pays, des relations économiques loyales et également profitables aux parties intéressées.

Si le parlement et le gouvernement s'orientaient dans ce sens, beaucoup pourrait être fait pour faciliter la lutte contre la crise qui vient.

=====